



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article806>

Congrès de Brive du SNUipp-FSU : vers un « confit » social à la rentrée ?

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Congrès -



Description :

Premier bilan du congrès de juin 2010

L'École Émancipée

L'introspection timide du discours d'ouverture n'a pas calmé le besoin des délégués de passer au crible l'orientation du syndicat. Les critiques ont fusé dès les premiers intervenants pour dénoncer la faible réactivité du SNUipp aux attaques, regretter l'absence de campagnes ou consignes nationales pour mobiliser, poser des problèmes de fonctionnement dont les ratés de la synthèse en Conseil national (CN), ou encore réclamer un plan d'action intégrant la grève à la rentrée avec AG mettant en débat la reconduction... Applaudissements nourris !

De nombreux délégués vont se succéder, reflétant cette volonté de construire des mandats plus fermes et plus combattifs. La résolution finale en porte la marque : « construire, avec la FSU, un plan d'actions (école/retraites) sur la durée... », incluant la grève dans les premiers jours de la rentrée, où les AG débattront des suites. Elle permet de préparer la mobilisation dès la fin juin. Il reste, maintenant à faire vivre ces mandats pour construire le mouvement de grève générale dont nous avons besoin pour gagner.

Caractérisation et opposition au projet libéral pour l'école

Les mesures Darcos, sont enfin qualifiées de projet « libéral » et nos mots d'ordre se sont musclés pour le contrer. Ainsi désormais, le SNUipp s'oppose et demande le retrait de l'aide personnalisée et des stages de remise à niveau. Dans le contexte de remise en cause de la maternelle, le congrès, repoussant très majoritairement la scolarisation obligatoire à trois ans, se prononce pour « une obligation faite à l'Etat de donner les moyens de scolariser les enfants dès 2 ans ». Les rythmes scolaires ont été l'objet d'un large débat, pour lier les nécessaires évolutions vers des rythmes favorisant les apprentissages des élèves avec l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Le mandat « plus de maîtres que de classes » est donc réaffirmé, tout en renvoyant, à un débat futur, son articulation avec cette question. La formation des enseignants, a remis la FSU au centre de nos débats, posant la nécessité d'une vraie bataille fédérale à l'opposé d'une vision corporatiste et intersyndicale de la fédération. S'il n'a pas été possible de caractériser l'action syndicale dans le mouvement de 2009, sur le fond, la position du SNUipp, bloquée depuis deux ans au niveau fédéral, a enfin évolué : il revendique maintenant un concours sous condition de licence et sa préparation en une année, suivie d'une année de formation professionnelle, le tout reconnu par un master.

Egalité salariale et fonctionnement démocratique de l'école

Le débat sur les carrières et les personnels a fortement clivé sur l'élargissement de la hors-classe, c'est à dire l'augmentation du nombre de promus souhaitée par la majorité UA de la direction nationale et porté par quatre sections : un amendement en ce sens a été minoritaire mais avec un vote assez partagé (151 pour, 174 contre et 40 abstentions). A l'opposé un amendement, soutenu par trente sections, demandant une refonte de la grille en y intégrant les 3 derniers échelons de la hors-classe a été massivement approuvé (247 pour, 25 contre et 93 abstentions). Au final, la synthèse réaffirme la revendication de la classe unique, et demande « la transformation de la hors classe en échelons accessibles à tous ». Il faudra être vigilants car l'augmentation du ratio peut participer à une transformation « progressive » de la HC « en échelons accessibles à tous... », mais la revendication de refonte cylindrée de la grille constitue un solide point d'appui. Sur la direction et le fonctionnement de l'école, à la revendication d'une formation « spécifique et reconnue » pour les directeurs répond l'affirmation que « le SNUipp se prononce pour un renforcement du conseil des maîtres, pour un fonctionnement démocratique ... ». Le refus des EPEP, l'exigence du retrait de ce projet ainsi que la nécessité de l'action unitaire la plus large sont affirmés.

Un syndicalisme de lutte et de transformation sociale

Peu d'avancées sur les désobeisseurs qui ne sont soutenus que contre la répression, ni sur l'unité syndicale dans le 1er degré qui n'est pas élargie. Si la FSU doit être mieux investie et ne pas se limiter à une inter-syndicale, les conséquences fédérales du « nouveau dialogue social » ne sont pas vraiment perçues. Heureusement d'autres votes ont regonflé notre enthousiasme. Un amendement sur le SMA (Service Minimum d'Accueil les jours de grève) appelle tous les collègues à refuser de remplir les déclarations préalables et un autre à ne pas remplir le relevé des grévistes « Mosart » ! S'ajoutent l'adoption du droit de vote, « revendiqué », des résidents étrangers, à toutes les élections, ou encore la signature par le SNUipp de la lettre du Collectif de Résistance à Base Elève. Un dernier amendement, demandant « la nationalisation laïque des écoles privées confessionnelles et patronales » sans indemnité ni rachat, voté par 40 % contre 34 % fait l'objet d'une réécriture de synthèse.

La partie internationale, peu amendée, a été renforcée par une motion demandant le retrait des troupes françaises d'Afrique et d'Afghanistan et s'engageant avec la FSU dans la campagne BDS (Boycott pacifique de l'état d'Israël).

Enfin au vu des positions des congrès départementaux, UA a retiré son amendement statutaire d'allongement du nombre de mandats des Secrétaires Généraux. Ceux-ci sont renouvelés avec le départ de Gilles Moindrot (UA) et de Renaud Bousquet (EE), remplacés par Sébastien Sühr (UA) et Judith Fouillard (EE), Marianne Baby (UA) poursuivant un nouveau mandat.

Au final, des textes riches et prometteurs, obtenus grâce à la combativité des sections départementales. Ces mandats devraient permettre de construire des mandats fédéraux plus offensifs. Cela demandera l'investissement et la vigilance de tous, à tous les moments notamment lors des CN, car si de bons textes sont indispensables, ils ne suffisent pas à garantir une orientation de lutte au quotidien.

Des délégués issus des équipes militantes

La proportion de femmes (52 %) sur les 395 délégués est en hausse depuis le dernier congrès mais toujours loin de la réalité des écoles (82 %). La reconnaissance dans les tendances est accrue (UA : 41,5 % et EE : 19,7 %), les délégués se déclarant hors-tendance (37,5 %) continuant de baisser. Une forte majorité des délégués sont élus paritaires (75 %) et bénéficient d'une décharge syndicale (79 %). C'était le premier congrès pour la moitié des délégués (48 %).

Des réunions ÉÉ fréquentées et studieuses

Ouvertes à toutes et tous, elles réunissaient une centaine de personnes. Faire le point sur les congrès départementaux, échanger sur les thèmes du congrès, elles ont permis des débats constructifs, parfois contradictoires, pour mener collectivement les batailles qui nous semblaient importantes.

Synthèse, quand tu nous tiens...

La recherche de la synthèse a joué un rôle important dans ce congrès. Après avoir été parfois malmenée lors de ce dernier mandat, elle a fait un retour remarqué, après des échanges parfois vifs, confrontant des opinions, des

pratiques et des orientations différentes. Les voies d'accès à cette démarche n'ont pas été les mêmes d'un thème à l'autre, ni entre le début et la fin du congrès. Cela a été perceptible dans la gestion des commissions, dans la capacité des rapporteurs à intégrer les apports des sections, mais aussi à donner sa place, dans la résolution, à la combativité exprimée tout au long du congrès. Au final, les trois thèmes, les motions et la résolution ont été votés avec des scores situés entre 97 % et 99 % : de quoi permettre à l'ensemble des adhérents et militants de porter les mandats du Snuipp.